



## Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

### Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

## Ressources Humaines - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

### **I- Créations de postes :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire, de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

Pour les postes d'apprenti, il convient de préciser que Montpellier Méditerranée Métropole fait régulièrement appel à des centres de formation afin de pouvoir accueillir des apprentis au sein de ses services. Ce dispositif permet d'envisager au terme de la formation de ces apprentis une intégration dans les effectifs, et contribue ainsi à la formation professionnelle de ces jeunes au sein du bassin d'emplois.

Le choix des apprentis sera réalisé par la collectivité et le lieu de formation ainsi que le maître d'apprentissage seront choisis par les directions concernées. Le maître d'apprentissage sera accompagné dans un processus de formation en lien avec le CNFPT. Il est à noter que le texte en vigueur en matière de nouvelle bonification indiciaire permet de reconnaître la responsabilité confiée à hauteur de 20 points d'indice s'ajoutant au traitement indiciaire des agents.

### **II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès aux postes mentionnés en **annexe 2** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 16 juillet 2019.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

### **III- Transformations de postes :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes, au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 3** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 16 juillet 2019.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

### **IV- Suppressions de postes :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à la suppression des postes mentionnés en **annexe 4** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 16 juillet 2019.

### **V- Confirmations de postes :**

1) Par délibération n°14570 du 29 mars 2017, les deux postes relevant du cadre d'emplois des médecins territoriaux pour exercer des fonctions de Médecin de Prévention (n° du poste : 2017-107 et 2017-108) ont été créés au Tableau des effectifs. Ces postes sont affectés au Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales.

- Nature des fonctions : mettre en place des actions de prévention et assurer des missions de conseil auprès de l'administration et du personnel en matière de santé et de conditions de travail. Conduire des analyses de poste afin de les adapter à la santé des agents. Participer à des groupes de travail au sein d'une équipe pluridisciplinaire en santé au travail.
- Niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire du doctorat de médecine ; du Diplôme d'études spécialisées de médecine du travail ou de certificat d'études spéciales de médecine du travail ou médecin relavant du statut des médecins territoriaux ou appartenant à une autre fonction publique et disposant de connaissance et d'une expérience en médecine de prévention.
- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer le suivi médical des agents, ce poste ne peut rester vacant.
- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

2) Par délibération n°11121 du 8 octobre 2012, le poste de Chargé(e) d'études déplacement, qui relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2004-714) a été créé au Tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction Projet et Planification Territoriale.

- Nature des fonctions : assurer le suivi technique, administratif et financier des grands projets d'infrastructures ferroviaires, routières et contribuer à l'élaboration du PDU.
- Niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de l'urbanisme et de la planification territoriale.
- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- Motif : compte tenu de la nécessité de mener à bien les grands projets d'infrastructures, ce poste ne peut rester vacant.
- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

3) Par délibération du 11 avril 2013 et du 16 décembre 2015, les deux postes de Contrôleur de gestion externe, qui relèvent du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2013-040 et 2015-081) ont été créés au Tableau des effectifs. Ces postes sont affectés à la Direction du Contrôle de gestion externe.

- Nature des fonctions : animer, en lien avec les directions opérationnelles, un processus de contrôle et de suivi des relations contractuelles liées aux différents partenaires de la Métropole et de la Ville. Par la conduite d'audits, d'expertises financières, fiscales et juridiques dans l'analyse des données en lien avec les structures externes partenaires, contribuer à sécuriser et développer la stratégie partenariale auprès de la direction générale.
- Niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine du contrôle de gestion.
- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- Motif : compte tenu de la nécessité de contrôler les partenaires externes de la collectivité, ce poste ne peut rester vacant.
- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

4) Par délibération n°12637 du 29 novembre 2014, le poste d'attaché de presse, qui relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2003-185) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté auprès de la Direction des Relations Presse.

- Nature des fonctions : organiser et suivre l'ensemble des contacts avec les médias, rédiger des communiqués et dossiers de presse et organiser des conférences de presse,
- Niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme correspondant au moins au premier cycle d'études supérieures,

- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer les opérations de communication externe auprès des administrés sur le territoire de la Métropole, ce poste ne peut rester vacant,
- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

5) Par délibération n°2018-484 du 20 septembre 2018, le poste de chargé de communication événementielle qui relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2010-055) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de la communication mutualisée.

- nature des fonctions : gérer les événements ou manifestations ; élaborer le budget estimatif de l'opération ; préparer le brief initial et le communiquer aux prestataires assurer la conformité des propositions faites et leur bonne mise en œuvre ; coordonner le travail des intervenants, externes et internes ; assurer la gestion logistique durant la manifestation ou l'événement et son évaluation à son issue,
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme BAC+4 et d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la communication et de la conduite de projet,
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès des administrés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant,
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

6) Par délibération n°14351 du 14 décembre 2016, le poste de chargé de projet qui relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2016-545) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de la communication mutualisée.

- Nature des fonctions : assurer le suivi des politiques publiques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole. Proposer, élaborer et coordonner les projets et plans de communication dans son champs d'intervention.
- Niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme BAC+4 et d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la communication et de la conduite de projet.
- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès des administrés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant.
- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des réajustements de postes pour mise en conformité, des transformations, des suppressions et des confirmations de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-94475-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexe 1 Créations
- Annexe 2 MEC
- Annexe 3 Transformations
- Annexe 4 Suppressions

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.